



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 09/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ARIANEGROUP SAS**

Av Gay Lussac  
33160 Saint-Medard-En-Jalles

Références : 26-013  
Code AIOT : 0005201261

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement ARIANEGROUP SAS implanté Av Gay Lussac 33160 SAINT-MEDARD-EN-JALLES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARIANEGROUP SAS
- Av Gay Lussac 33160 SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Code AIOT : 0005201261
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société ARIANEGROUP est une joint venture 50/50 entre les groupes AIRBUS et SAFRAN créée le 1er juillet 2016. Leader mondial de l'accès à l'espace, ARIANEGROUP compte près de 8 400 collaborateurs répartis sur 14 sites (hors filiales) à travers le monde. Ses activités portent sur les domaines suivants : lanceurs spatiaux, système de missiles balistiques de la force de dissuasion océanique française, ensemble de produits dérivés et services associés dans les domaines civils et militaires. L'établissement ARIANEGROUP de Saint-Médard-en-Jalles, est implanté sur une plate-forme pyrotechnique de 435 ha, accueillant 930 employés et 650 bâtiments, partagée avec la société ROXEL. Au sein de cette plate-forme, la société ARIANEGROUP développe et fabrique des propergols pour la propulsion stratégique et spatiale.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                         | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 9  | Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5) | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52    | Demande de justificatif à l'exploitant   | 2 mois                |
| 10 | MMR   | Arrêté Préfectoral du 22/01/2021, article 9.5.1 | Demande d'action corrective  | 2 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                          | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 1  | Timbrage des installations                                  | Arrêté Préfectoral du 22/01/2021, article 10.1.3 | Sans objet        |
| 2  | Alimentation en énergie et utilités associées (1)           | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56     | Sans objet        |
| 3  | Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2) | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56     | Sans objet        |
| 4  | Arrêts et mise en sécurité (3.a)                            | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56     | Sans objet        |
| 5  | Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)             | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59     | Sans objet        |
| 6  | Modalités de maintien de la                                 | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64     | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
|    | surveillance si coupure d'électricité (3.c)                            |  |                   |
| 7  | Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a) | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 | Sans objet        |
| 8  | Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b) | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est autonome en énergie même en cas de perte d'alimentation électrique.

Des justificatifs de mises en oeuvre d'actions correctives sont attendues de la part de l'exploitant sur certains équipements de secours et sur la MMR relative à la maîtrise des paramètres process liée aux activités du bâtiment SCL10.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Timbrage des installations

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/01/2021, article 10.1.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Respect du timbrage  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La quantité maximale de produits pyrotechniques autorisée par cellule, par bâtiment et par division de risques est définie dans le tableau de l'annexe 7 du présent arrêté.<br>[...]<br>L'exploitant met en œuvre une procédure et un enregistrement des quantités présentes dans chaque bâtiment. L'exploitant dispose d'un moyen lui permettant de s'assurer en permanence du respect du timbrage de chaque atelier ou dépôt.[...] |
| <b>Constats :</b><br><br>A la demande de l'inspection, l'exploitant a fourni l'état des stocks des bâtiments SCL qui sont utilisés pour faire des essais mécaniques ou climatiques sur des objets pyrotechniques.Voir partie confidentielle.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 2 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Alimentation en énergie   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Arrêté du 04/10/2010<br>Art. 56<br>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...] |
| <b>Constats :</b><br><br>Le site assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installation. Cf partie confidentielle.                                    |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant justifie que le volume de fioul associé au niveau bas de la cuve tampon située à proximité de la centrale EJP est suffisant pour garantir le démarrage des 6 groupes électrogènes et pour garantir le fonctionnement des pompes alimentant cette cuve tampon.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 3 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Arrêté du 04/10/2010<br>Art. 56<br>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.<br><br>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...] |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a présenté à l'inspection sa stratégie en cas de perte d'utilité électrique.Cf partie confidentielle.  |

|  |
|--|
|  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |

**N° 4 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Arrêté du 04/10/2010<br>Art. 56<br>[...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.<br><br>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...] |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection a contrôlé les conditions de maintien et de mise en sécurité d'une MMR.<br>Cf.partie confidentielle.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 5 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Arrêté du 04/10/2010<br>Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.<br><br>[...]<br>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :<br><br>[...]<br>-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;<br>[...] |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection s'est intéressée par sondage à l'activité d'essais du bâtiment SCL10.<br>Cf partie confidentielle.  |

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 6 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art. 64 « Équipements à l'arrêt.

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »

**Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a déclaré que l'ensemble des MMR de son site nécessitant de l'électricité sont secourues par la centrale de secours et en plus par des onduleurs ou des groupes électrogènes locaux.

Lors de la visite, l'inspection a demandé si la sirène POI est secourue. Par courriel du 15/12/2025, l'exploitant a répondu qu'elle est bien secourue par une batterie de secours. Cette sirène est également alimentée par la centrale de secours en cas de perte d'utilité électrique.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 7 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56 « Utilités.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des

|  |
|--|
| <p>barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection les différents moyens de secours électriques du site.<br/>Cf.partie confidentielle</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 8 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 26/05/2014<br/>Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a contrôlé par sondage certains groupes électrogènes.<br/>Cf.partie confidentielle.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 9 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Maintenance et test</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010<br/>Art. 52 « Maîtrise des procédés.</p> <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent</p> |



des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

#### **Constats :**

L'inspection a contrôlé la maintenance mis en place sur les groupes électrogène de la centrale de secours.

Cf.partie confidentielle

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est attendu que l'exploitant justifie de la mise en œuvre des actions correctives suivantes :

- Centrale EJP : vérification du filtre du GE4,
- transformateur TR44 : modification du verrouillage C4;
- groupe électrogène Y : remplacement des batteries et des câbles des résistance de préchauffage.

Il est également attendu que l'exploitant fournisse le dernier rapport de contrôle annuel du groupe électrogène TR30.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 10 : MMR**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/01/2021, article 9.5.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, MMR

#### **Prescription contrôlée :**

[...]

L'exploitant définit pour ces MMR dans le cadre de son SGS et met met en oeuvre les dispositions justifiant le respect de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 sus-visé, à savoir celles permettant de :

- vérifier l'adéquation de la cinétique de mise en oeuvre par rapport aux événements à maîtriser,
- vérifier son efficacité,
- assurer son indépendance vis-à-vis du scénario accidentel,
- la tester,
- la maintenir.

|  |
|--|
| <p>L'exploitant dispose d'enregistrement justifiant la mise en oeuvre de ces procédures. Toutes les MMR font l'objet d'un test et d'une maintenance périodique dont le résultat est tracé, analysé et exploité sauf impossibilité justifiée par écrit.</p> <p>Des programmes de maintenance et de tests sont ainsi définis. Les périodicités qui y figurent sont explicitées en fonction du niveau de confiance retenu et rappelé dans ces programmes. Les procédures associées à ces opérations font partie intégrante du SGS de l'établissement.</p> <p>[...]</p>            |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Par sondage, l'inspection s'est intéressée au phénomène dangereux 6 de l'étude de dangers (détonation lors d'essais climatiques dans le bâtiment SCL10).</p> <p>Voir partie confidentielle.</p>  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est attendu que l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- fournisse le dernier rapport de test par le service métrologie et qu'il apporte la preuve de réalisation des travaux correctifs au niveau des merlons autour du bâtiment SCL10,</li> <li>- clarifie les éléments constitutifs de la MMR 2/barrière de sécurité n°6</li> <li>- mette en place un programme de test de la sonde cook-off et des éléments constitutifs de la MMR 2/barrière de sécurité n°6.</li> </ul> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>   |